

2. Qui n'est pas « tiers » ?	82
a) Le principe de « non-doisonnement » des administrations	82
b) Les administrations fiscales étrangères	85
c) Le conjoint	85
B. La « polyvalence » des agents du fisc	85
SECTION 3	
Le heurt des principes	
A. Le droit au silence ou « droit de se taire »	87
B. Le secret professionnel du tiers	90
C. Le secret de l'instruction	93
D. Le secret des affaires	94
E. Le droit au respect de la vie privée	96
F. Le « secret bancaire »	100

SECTION 4

Les droits d'investigation du fisc belge à l'étranger	
A. Les principes	107
B. Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques luxembourgeoises	109
C. Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques allemandes. L'affaire du Liechtenstein	111
D. Le principe de proportionnalité	115
Conclusion	116

3**Dix ans d'application de la réforme
de la procédure judiciaire fiscale -**

L'impôt sur les revenus 117

Marc LEVAUX

chargé de cours adjoint à l'U.Lg.

maître de conférences à l'U.Lg.-H.E.C., avocat

Manuel GUSTIN

maître de conférences à l'U.Lg.

collaborateur scientifique au service de droit fiscal de l'U.Lg., avocat

Introduction	118
---------------------	-----

SECTION 1

L'introduction de l'instance	
A. La forme de l'introduction de l'instance : la requête contradictoire	122
B. Les délais de recours devant le tribunal de première instance	123
1. Le point de départ du délai de réclamation	126
2. La date d'introduction du recours judiciaire	129
C. L'introduction d'une procédure judiciaire en l'absence de décision directoriale : difficulté pratique	129
D. Le dépôt de la requête par un mandataire autre qu'un avocat	130
E. Compétence territoriale	132
1. La province du Brabant flamand	134
2. Les procédures en langue allemande	136

SECTION 2

Le déroulement de l'instance	
A. La représentation de l'État	141
B. Les griefs nouveaux et les pièces nouvelles	145
C. Principe dispositif, caractère d'ordre public du droit fiscal et pouvoirs du juge	151

SECTION 3

Le jugement	
A. La cotisation subsidiaire	156
1. Validation de la cotisation subsidiaire au cours de la même instance ?	159
2. Purge préalable du vice de forme ayant donné lieu à l'annulation ?	160
3. Validation d'une cotisation subsidiaire par la cour d'appel ?	161
B. Les dépens	162

Conclusion	164
-------------------	-----

4

La fiscalité locale : une décennie d'évolutions	
Aurélien BORTOLOTTI	169
assistant à l'U.Lg., avocat	
Lionel ORBAN	
assistant à l'U.Lg., chargé de cours adjoint à l'U.Lg.-H.E.C., avocat	

Introduction	170
---------------------	-----

SECTION 1	
Établissement et recouvrement des impôts locaux	171
A. <i>Avertissement-extrait de rôle</i>	171
1. Définition du rôle	172
2. Mentions prescrites « à peine de grief »	173
3. Date du règlement-taxe	175
4. Communication et signature d'une synthèse du règlement-taxe	176
5. Informations nécessaires au sens de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et communes	177
B. <i>La taxation d'office</i>	179
1. Conditions d'application	180
2. Absence de déclaration ou déclaration tardive	181
3. Déclaration incorrecte, incomplète et imprécise	182
4. Absence de communication de documents ou absence de réponse à une demande de renseignements	183
5. La taxation d'office : obligation ou faculté ?	183
6. Interprétation par la Cour de cassation	185
7. Interprétation par la Cour d'appel d'Anvers	186
8. Interprétation par la Cour d'arbitrage	187
9. Conclusion	189
C. <i>Pouvoirs de contrôle et moyens de preuve</i>	190
D. <i>Recouvrement et remboursement des taxes locales</i>	191
E. <i>Questions particulières</i>	193
1. Imposition des redevables	193
2. Solidarité entre redevables	194
3. Sanctions administratives	196
SECTION 2	
Le contentieux administratif des taxes locales	198
A. <i>Recours administratif préalable</i>	198
B. <i>Intérêt à agir du redevable "solidaire"</i>	202
C. <i>Délai de réclamation : caractéristique</i>	203
D. <i>Dégrèvement d'office</i>	203
E. <i>Procédure devant le Collège des bourgmestre et échevins ou devant le Gouvernement</i>	205
F. <i>Décision et absence de décision du Collège des bourgmestre et échevins ou du Gouvernement</i>	205
SECTION 3	
Le contentieux judiciaire des taxes locales	209
A. <i>Compétence territoriale et matérielle du tribunal de première instance</i>	209
B. <i>Introduction de la demande : caractéristiques</i>	210
C. <i>Délai d'introduction de la demande : caractéristiques</i>	211
D. <i>Intérêt et qualité du requérant</i>	213
E. <i>Mentions prescrites à peine de nullité relative</i>	214
F. <i>Pouvoirs du juge</i>	215
G. <i>Signification du jugement et acquiescement</i>	216
H. <i>Procédure d'appel</i>	216
I. <i>Opposition et tierce opposition</i>	217
J. <i>Pourvoi en cassation</i>	217
SECTION 4	
Régionalisation de la législation relative à la procédure de taxation locale	218
A. <i>Région wallonne</i>	218
B. <i>Région flamande</i>	218
C. <i>Région bruxelloise</i>	224
Conclusion	225
5	
Le point sur le contrôle judiciaire des sanctions administratives en matière fiscale	227
Marc BOURGEOIS chargé de cours à l'U.Lg. Jordan OPRENYESZK collaborateur à l'U.Lg., avocat	
Introduction	228
CHAPITRE 1	
Les sanctions administratives dans les différentes branches du droit fiscal	229
SECTION 1	
Les sanctions administratives en matière d'impôts sur les revenus, de taxe sur la valeur ajoutée, de droits d'enregistrement et de droits de succession : aperçu général	229